



Cérémonie des vœux du Député

Jeudi 16 janvier 2025

Salle Arthur-Fleury, Gonfreville l'Orcher

Allocution de Jean-Paul LECOQ

**** ****

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les Présidents, Secrétaires généraux, Directeurs, administrateurs,

Mesdames et Messieurs les représentants des différents corps constitués,

Mesdames et Messieurs les Présidents d'association,

Mesdames et Messieurs les secrétaires syndicaux,

Citoyens, citoyennes du Havre, de Gainneville, d'Harfleur, de Gonfreville l'Orcher ou d'ailleurs,

Merci à toutes et à tous pour votre présence ce soir.

J'y suis sensible.

Merci monsieur le Maire de Gonfreville l'Orcher pour nous accueillir ce soir.

Merci Nathalie, et merci à l'équipe qui m'entoure pour votre engagement et votre disponibilité qui me permettent de maintenir le lien indispensable à mes yeux, entre les deux pôles sur lesquels repose mon mandat.

A Paris, et pas seulement à l'Assemblée, aussi auprès des ministères et des administrations ;

Et ici en circonscription, auprès des habitants, des élus, des responsables associatifs et syndicaux, des acteurs économiques, sociaux, culturels ou sportifs.

Une circonscription,

- **Avec les communes qui la composent ;**
- **Avec les collectifs qui y travaillent ;**
- **Avec les habitants qui y résident ;**

- **Avec les services publics qui sont au service de tous...**

C'est un écosystème précieux où les interactions des uns et des autres favorisent les liens, les solidarités.

Cet écosystème fabrique des richesses qui ne se limitent pas à celles mesurées en valeur monétaire ;

- Il forge l'identité d'un territoire ;
- Il contribue à son attractivité et à la qualité de vie ;
- Il donne de la force aux projets ;
- Il veille à la dignité des vies...

Et si les élus locaux sont en première ligne pour vous accompagner, le relai des parlementaires s'avère souvent utile.

A condition toutefois de rester arrimé aux réalités et aspirations locales ;

Et ainsi, de ne jamais oublier d'où l'on vient et à qui l'on doit d'être là, lorsque l'on travaille dans les palais de la monarchie de l'Ancien Régime que la République a nationalisé au nom de l'abolition des privilèges.

Ce sont ces liens, ces liaisons, ces passerelles, que je tiens à entretenir avec le concours de toute l'équipe, grâce à vous, et pour vous.

Faisons bien attention qu'une réforme du mode de scrutin pour les élections Législatives basée sur la proportionnelle, donc sur des listes, ne provoquent pas une perte de ces liens du Député avec les habitants et forces vives de sa circonscription, ou une difficulté à l'identifier, à le rencontrer.

Parce qu'à l'arrivée on aurait peut-être une Assemblée plus conforme au poids électoral de chaque parti politique, mais des députés plus éloignés de chacun.

Comme pour l'erreur qui a poussé à adosser la durée du mandat présidentiel à celui des députés, méfions-nous des fausses bonnes idées...

Car dans le cadre de l'activité parlementaire à l'Assemblée :

- Lors de l'examen des projets de loi ;
- Dans l'écriture de proposition de loi ou de résolution ;
- Dans les prises de parole en commission, dans l'hémicycle ;
- Ou dans les réunions de travail...

Croyez-bien que ces liens locaux que nous tissons toute l'année, sont un atout considérable.

Porter la voie des gens d'ici, ce n'est pas un slogan qui sonne bien, c'est un objectif constant qui m'anime.

**

Si j'ai souhaité commencer mon propos par ces petits rappels, c'est pour insister sur le fait que l'action politique devrait toujours consister à vouloir servir une société humaine dans toute sa diversité, telle qu'est justement composée une circonscription, et non servir des intérêts particuliers.

L'exercice du pouvoir est un moyen, un outil, pour contribuer à y parvenir, et non une fin en soi, une fin pour soi.

Or, la crise démocratique qui n'en finit pas de sévir, les fractures qui se multiplient dans la société, la défiance à l'égard de la politique et des institutions, s'expliquent d'abord par une déconnexion du pouvoir politique.

Une déconnexion de ceux qui exercent le pouvoir politique national, avec les aspirations, les revendications du pays réel.

De ce point de vue,

- L'élection d'Emmanuel Macron, et son action depuis ;
- Celle de ses 1^{er} ministre Edouard Philippe, Jean Castex, Elisabeth Borne, Gabriel Attal, Michel Barnier, François Bayrou et de leurs ministres successifs,

Portent une très lourde responsabilité dans l'état dans lequel se trouve notre pays.

Mais il n'y a rien d'irréversible, rien d'insurmontable, tant qu'on vit encore en démocratie et que l'on ne se résigne pas.

C'est une question de temps, de résistance, de luttes, de persévérance pour qu'il en soit demain ou après-demain, autrement.

Le jour sans fin que le locataire de l'Élysée semble vouloir nous jouer malgré les sanctions répétitives qui lui sont infligées par la Nation, trouvera son épilogue.

**Par les valeurs transmises,
Par nos relations à l'autre,
Par nos choix de vie,**

Cultivons notre goût des autres, de l'action collective, de l'engagement citoyen, et nous retrouverons des lendemains qui chantent justes.

**

La France, République sociale peuplée de citoyens réfractaires, pas tous d'origine Gauloise, loin de là, s'est forgée par des siècles d'histoire collective.

Elle repose, en particulier depuis la Libération - parce que les enseignements du fascisme et la guerre, des horreurs qu'il a procréées avaient été tirés -, sur un pacte social.

Un pacte national composé :

- **D'une économie mixte** (publique/privée) où les plus riches ne font pas ce qu'ils veulent et sont soumis à un devoir de solidarité et d'intérêt général ;
- **Des secteurs stratégiques protégés** par l'Etat pour mieux protéger les usagers, et garantis par le statut public de leurs acteurs (éducation, santé, énergie, transport, logement...);
- Et d'**une solidarité générationnelle** à travers notamment les cotisations sociales qui, c'est toujours utile de le rappeler, ne sont pas des impôts ou des taxes, mais une partie de salaire différé.

C'est ce pacte social qui contribue à la cohésion et à l'unité de la Nation, au-delà des divergences, des différences, des conflits qui s'expriment naturellement dans une démocratie.

**

C'est grâce à ce pacte social que la période 1950/mi-années 90 a été marquée, malgré des crises difficiles, par une amélioration des conditions de vie pour l'ensemble de la population, et par des services publics importants, souvent pris en exemple dans le monde.

Mais depuis, la course effrénée aux profits provoquée par la mondialisation et la montée du libéralisme économique a mis gravement en cause ce pacte social. Il fallait alors casser les réglementations, les interventions des États... tout ce qui freine l'enrichissement individuel.

Et Emmanuel Macron, depuis 2017, n'a pas d'autre objectif que de terminer le boulot.

Dès lors, toutes les politiques publiques sont tournées prioritairement vers cet objectif. Et l'addition au coût exorbitant est supportée depuis par tous les autres.

Jamais depuis la Libération, les inégalités ont été aussi fortes dans notre pays.

Les richesses battent chaque année des records, pourtant les conditions de vie du plus grand nombre ne font que régresser, se complexifier.

La précarité, la pauvreté explosent.

Tous les secteurs publics qui forment le ciment de la Nation, son patrimoine et ses protections collectives, sont en tension ou en crise profonde.

- **La Sécurité Sociale** régresse chaque année au profit du système assurantiel et des complémentaires privées, au point que se soigner correctement n'est plus permis à tout le monde ;

- **L'énergie** est devenue une source de spéculation et de profits au lieu d'être garantie au tarif le plus bas possible pour les particuliers comme pour les entreprises ;
- **Le logement**, à cause de la loi ELAN d'Edouard Philippe, connaît sa plus grande crise depuis la reconstruction, secteur public et secteur privé compris. 15 Millions de Français sont actuellement concernés ;
- **L'éducation** est de moins en moins gratuite, notamment pour accéder aux études supérieures, et les moyens enseignants sont gérés selon des logiques comptables et non selon des considérations éducatives ;
- **L'accompagnement du vieillissement, du handicap, l'aide sociale à l'enfance, la justice, la protection judiciaire de la jeunesse, la petite enfance**, sont autant de secteurs vitaux à la société où malgré l'engagement admirable des professionnels, l'inadéquation entre la couverture des besoins et les moyens déployés s'aggrave ;
- **L'hôpital** ne peut même plus gérer de manière permanence les accueils d'urgence dans des conditions dignes, et presse trop souvent les patients de repartir chez eux pour libérer des lits. Là encore malgré l'engagement exemplaire des personnels de santé.
- Et j'en passe.

Je rencontre ou reçois quotidiennement des habitants qui peinent à financer leurs besoins de première nécessité, y compris quand ils ont un travail ou qu'ils ont travaillé toute une vie.

Et pendant ce temps-là, le premier poste budgétaire de l'Etat est désormais mobilisé pour l'assistanat des plus aisés qui visiblement n'en ont jamais assez...

Les ressources des rentiers, actionnaires, fonds d'investissements, héritiers de grandes fortunes, ceux qui s'enrichissent sans travailler, ou plutôt par le travail des autres atteignent des niveaux astronomiques.

C'est ainsi que 223 Milliards sont engloutis chaque année sur le budget de la Nation en faveur des plus aisés, des détenteurs du patrimoine, des entreprises la plupart en direction de multinationales et sans contrepartie réelle.

223 Milliards sur le budget de l'Etat, cela représente 4 Euros sur 10 Euros.

Vous avez entendu cette déclaration du Président du Médef qui rappelle que rien n'est gratuit et que tout se paye en fustigeant la gratuité des médicaments ou des transports publics dans certaines agglos ?

Il a raison, c'est pour cela que l'impôt existe ! Pour financer ce que l'utilisateur n'a pas à payer deux fois comme contribuable et comme usager.

En revanche faire travailler jusqu'à 20 heures par semaine sans les rémunérer, les bénéficiaires du RSA qui ne disposent que d'un modeste filet de protection de 635 Euros au titre de la solidarité nationale pour survivre, ça ne le dérange pas !

Ça lui permet même de licencier des salariés pour les remplacer par une main d'œuvre gratuite.

S'il y a assez de travail dans notre pays pour faire travailler les bénéficiaires du RSA, alors qu'ils soient embauchés, rémunérés et bénéficiaires d'un contrat de travail en bonne et due forme.

Toute cette politique de l'injustice, ce sinistre bilan qui a été jusqu'à alourdir la dette publique, devrait naturellement porter une très large majorité de nos concitoyens à se tourner vers ceux qui défendent un autre modèle de société.

Un autre cap politique où l'humain reprendrait tous ses droits.

- Rétablir de la justice sociale et fiscale pour redonner de la cohésion à la Nation.
- Réinvestir dans nos services publics, nos communes et départements.
- Garantir que l'économie en revienne à sa vocation originelle, irriguer le pays, partager les richesses produites.
- Prendre à bras le corps ce qui devrait constituer les deux piliers essentiels d'un avenir meilleur : mettre fin à la crise écologique qui nous menace tous, et promouvoir la paix sous toute ses formes, paix sociale, paix civile, paix internationale.
- Offrir aux citoyens des perspectives heureuses à tous les âges de l'existence : par une éducation de qualité, par un emploi permettant de vivre décemment, par une retraite bien méritée à un âge où l'on peut encore en profiter.

Et bien sûr par une protection sociale permettant de se soigner, d'être aidé face aux difficultés de la vie ou à ses handicaps, en ne sacrifiant personne.

**

Ces aspirations progressent, nous l'avons vu à travers les mouvements sociaux et citoyens qui se sont multipliés ces dernières années, ou encore dans le résultat des élections du printemps dernier où les élus du nouveau Front Populaire sont la première force politique à l'Assemblée.

Mais elles sont freinées par la résurgence de l'extrême-droite qui continue de faire croire qu'elle serait une solution face à l'impasse Emmanuel Macron.

Les abus des politiques libérales nuisent tellement à la bonne santé de la société, qu'une partie de nos concitoyens voit dans la violence des mots et des propositions du Rassemblement National un exutoire à ses colères, une revanche sur l'adversité qu'ils affrontent.

Mais en réalité, l'extrême-droite ne vise qu'à achever le travail de sape de la République engagé par le pouvoir en place.

L'extrême-droite sert, comme elle l'a toujours fait, les intérêts de la caste dominante refusant tout partage des richesses.

Sous couvert d'incarner un ordre nouveau reposant sur l'ordre et la sécurité, elle fabrique des sociétés où règnent le désordre et l'insécurité, parce que tout est fait pour diviser, trier et opposer les gens.

A partir de leurs origines, couleur de peau, opinions politiques ou religieuses.

On ne construit rien de bien et de durable sur le dos d'autrui.

La force d'une Nation, c'est sa cohésion, sa diversité, sa complémentarité.

**

Et pour rétablir cette cohésion, assez de confusions, de diversions, de mensonges.

La Gauche et la Droite ce n'est pas la même chose ; Et vouloir gommer les différences, ne conduit qu'à affaiblir la démocratie et à renforcer la seule extrême qui la met en péril.

Emmanuel Macron s'est fait élire sur la supercherie du dépassement du clivage démocratique Gauche-Droite pour appliquer des politiques de droite, il est vrai aidé par le triste bilan du quinquennat Hollande qu'il a largement alimenté comme ministre.

Et 7 ans plus tard, il nous remet ça ? En s'entêtant à nommer des gouvernements de droite et de droite !

**

Alors oui, devant un tel déni de démocratie, une telle avidité à s'accrocher au pouvoir et à vouloir servir les mêmes intérêts, un tel irrespect du vote des Français, la censure est notre réponse.

Et je l'assume pleinement. Celles hier, celle d'aujourd'hui même et celles de demain, autant que de besoin jusqu'à être entendu.

Le projet de budget de l'Etat pour 2025, présenté par le gouvernement Barnier début octobre, c'était :

- Bien trop peu de contributions des plus riches ;
- Bien trop de contributions des plus modestes ;
- Bien trop de punitions infligées aux collectivités locales ;
- Et bien trop de réductions de moyens de nos services publics qui sont déjà en tension.

Avec les différents groupes du nouveau Front Populaire, nous avons travaillé, en commission et en séance, sur un volet "recettes" de ce projet de loi de finances pour rétablir de la justice sociale et de la justice fiscale.

Je me suis personnellement fortement investi dans ces travaux, jours et nuits.

Et, à l'arrivée, nous avons présenté un budget réduisant la dette et financé par 58 milliards d'euros de recettes nouvelles.

Mais, lors d'un vote solennel, l'extrême-droite est venue au secours du gouvernement et des macronistes en rejetant ce projet de budget reconstruit par l'Assemblée.

Puis le Rassemblement National, qui n'en est plus à une contradiction près, a censuré ce même gouvernement et son budget qu'il avait contribué à sauver une semaine plus tôt !

Nous avons cependant fait la démonstration qu'il n'existe aucune forme de fatalité au déficit public, à la dette publique.

Tout dépend en réalité de la juste répartition des richesses produites par tous, mais accaparées par une petite minorité protégée par toutes les droites unies, extrême-droite comprise.

**

Avec les députés du nouveau Front Populaire, nous allons de nouveau fortement nous investir dans l'examen du projet de budget que va nous présenter François Bayrou. Parce qu'au regard du contenu de son discours de politique générale mardi dernier, il y a du boulot, nous sommes très très loin du compte !

J'ai retenu quelques annonces allant dans le bon sens, c'est assez simple elles furent rares...

Comme l'abandon du déremboursement de médicaments et des consultations. Il va d'ailleurs falloir contraindre les complémentaires santé à diminuer leurs tarifs puisque depuis le 1^{er} janvier elle avait anticipé la décision contraire en augmentant leurs cotisations pour couvrir ce que la Sécu ne rembourserait plus...

Ou le remboursement intégral des fauteuils roulants pour lequel j'ai co-signé récemment une proposition de loi...

Ou encore la timide remise en cause de la plateforme ParcoursSup voulue par le gouvernement d'Edouard Philippe en 2018, qui enferme les futurs étudiants dans des choix contraints et trop précoces.

Mais que ce soit sur la lutte contre la pauvreté, sur le pouvoir d'achat, la réponse à apporter au Grand'Âge, à la crise hospitalière ou celle du logement, j'ai la désagréable sensation que le nouveau 1^{er} Ministre reste dans le sillon gadouilleux des précédents.

Quant aux retraites, il faut arrêter l'hypocrisie. On ne peut pas demander de renégocier je site « dans un temps bref » une réforme qui est massivement rejetée, pour tenter de l'aménager à l'arrache. Cette réforme et le recul de l'âge légal de départ à 64 ans est à abroger. Point.

**

On le voit bien, les dangers qui menacent la République, notre modèle social Français, nos droits les plus élémentaires sont nombreux et semblent se cumuler.

Telle une marche forcée vers les ténèbres ou le fond du puits.

L'obscurantisme, le fanatisme et leurs flots de haines, de violences, de régressions humaines se débrident.

Et ce constat se vérifie aussi à l'échelle du monde.

Tout cela servi par le mensonge organisé, le mensonge en bande organisée, l'histoire travestie ou carrément réinventée.

Le droit revendiqué de dire n'importe quoi, y compris ce qui relève de la diffamation ou de la menace de mort, au nom de la liberté d'expression individuelle, notion totalement détournée de son sens.

C'est ce qu'imposent actuellement Trump et Musk aux réseaux sociaux après avoir allègrement utilisé les fake news pour se faire élire.

Quant au respect des droits de l'Homme et du droit international, il cède la place au droit du plus fort, du plus violent, du plus désinhibé.

Il semble n'y avoir plus de limite à l'abus, à l'outrance, à la violence, renvoyant l'être humain à son état et instinct primitif, incivilisé, du moment que cela sert le « Chef ».

Sauf que nous n'en sommes plus aux chefs de tribus, nous en sommes aux chefs de gangs, de gangs économiques et financiers...

Pourtant, s'ils font en effet du mal, beaucoup de mal, ils ne peuvent pas gagner.

La violence est toujours un abîme, une impasse dans laquelle tôt ou tard les peuples font marche-arrière.

Rien n'est inéluctable et l'histoire de l'Humanité nous l'enseigne, le progrès, la paix trouvent toujours leur chemin dès lors que les citoyens de bonne volonté ne se résignent pas.

Et cela passe, là encore, par le rassemblement et l'action collective.

Que les peuples sur toute l'étendue de la planète reprennent la parole et reprennent le pouvoir.

**Par les valeurs transmises,
Par nos relations à l'autre,
Par nos choix de vie,**

Faisons front commun, faisons bloc, faisons conviction avec détermination ;

Faisons œuvre d'humanité, face à cette montée de l'extrême-droite servie par les logiques du libéralisme économique, en France, en Europe et dans le monde.

**

La volonté de changement alimentée par une colère forte est puissante dans le pays, et rien ne l'arrêtera.

Il nous faut créer une rupture saine et lumineuse avec les politiques que nous subissons depuis trop longtemps, un chemin vers des jours meilleurs, des jours plus heureux.

Ce rassemblement est bien de nature politique mais cela ne suffit pas. Toutes les organisations collectives, tous les citoyens qui aspirent à vivre dans une société en paix, de progrès et de respect, doivent s'unir.

Ce n'est pas simplement la convergence des luttes, c'est la convergence des convictions, la convergence des résistances et des espérances.

Je salue à ce propos le rassemblement politique et citoyens qui s'est une nouvelle fois opéré lors de la campagne des législatives du printemps sur notre circonscription et qui a donné de la force à ma réélection.

Et je salue l'initiative lancée le 22 février prochain par l'ensemble des partis de gauche avec l'organisation du Forum du Nouveau Front Populaire pour Le Havre, qui se tiendra salle François 1^{er} à 14h.

Le besoin de changement, la nécessité du changement, est grande également au Havre...

**

Débattre, apprendre les uns des autres, s'enrichir mutuellement, c'est aussi ce que je souhaite prolonger cette année, comme nous l'avons fait l'année dernière, en parlant ensemble des sujets de société pour aider à y voir clair, à élaborer les bonnes solutions, contribuer aux bonnes décisions.

C'est notamment ce que je vous propose au cours d'un nouveau cycle de réunions d'échanges dans chaque commune de la circonscription.

Après le logement, l'éducation, la santé et le pouvoir d'achat, quatre nouvelles rencontres sont prévues sur ce premier semestre, vous en trouverez le détail sur les affiches et flyers à votre disposition ce soir.

Là encore, il s'agit de relier les réalités et préoccupations locales avec l'action nationale.

Et cela me permet aussi d'alimenter les interventions que je démultiplie, en faveur des revendications et des projets qui émergent dans nos quartiers et nos communes.

- **Pour que chacun dispose enfin d'un médecin traitant...**

Je viens de cosigner de nouveau la Proposition de Loi Garot instaurant une obligation d'installation en fonction des besoins à couvrir. La dernière en date avait échoué d'un chouya à cause du vote du Rassemblement National.

Et je continue de plaider en faveur de la création de centres de santé avec médecins salariés, tout simplement parce que cela fonctionne sur d'autres territoires.

Alors que chez nous, cela fait 10 ans qu'Edouard Philippe essaye d'inciter des médecins à s'installer en leur offrant un appontement au port de plaisance pendant que des généralistes partent en retraite en se languissant de trouver un successeur.

- **Pour soutenir nos hôpitaux et obtenir la transformation du Centre Hospitalier du Havre en Centre Hospitalier Universitaire du Havre...**

Un CHU c'est plus de places en études de médecine, notamment pour les étudiants de notre agglomération, plus de moyens pour nos hôpitaux.

C'est aussi un atout supplémentaire pour obtenir l'installation de praticiens sur notre territoire à l'issue des études.

On ne me répond pas « *ça ne servirait pas* », on se contente de me répondre « *ça ne se fait pas* » parce qu'il y en a déjà un à Rouen et à Caen.

Vous parlez d'une réponse. Avec une telle logique, il n'y aurait pas eu d'université au Havre ni de port à Rouen...

- **Pour trouver des solutions à la crise qui affecte tous nos EHPAD ;**

L'indispensable loi Grand'Âge très attendue pour réformer tout le système qui bug n'est visiblement toujours pas dans les priorités du gouvernement, donc il faut pousser.

Je viens de co-signer une proposition de loi de programmation pour le financement des EHPAD et des hôpitaux.

Ce qui n'empêche pas d'agir localement pour aider à trouver auprès de l'Agence Régionale de Santé, des solutions aux difficultés rencontrées par les établissements, notamment dans la stabilisation de leurs équipes.

- **Pour ouvrir de nouvelles places, avec les moyens qui vont avec, dans la protection de l'enfance et l'accueil des personnes handicapées ;**
- **Pour que l'inclusion scolaire et plus généralement de bonnes conditions d'enseignement deviennent enfin une réalité pour tous les élèves en situation de handicap, au-delà des déclarations de bonnes intentions des ministres successifs.**

A quand, enfin, un service public des AESH pour les doter d'un vrai statut et rompre avec la précarité dans laquelle on les laisse mariner ? J'étais encore avec elles et eux ce matin.

A quand, enfin, une solution pour les 1.900 orientations prononcées en IME sans réponse à ce jour dans le département ?

- **Pour que notre agglomération s'engage à son tour, il n'est jamais trop tard pour bien faire comme nombre d'autres agglos s'y sont engagées, vers la gratuité des transports en commun ;**
- **Pour soutenir le redéveloppement du ferroviaire...**

Pour en finir avec l'inertie du projet LNPN, que l'Etat prenne les choses en main ! Ça ne peut pas être Péresse qui décide de l'aménagement du territoire national !

Et aussi pour rétablir des conditions de circulation juste normale sur la ligne Le Havre / Paris ;

Mobilisons-nous pour peser sur les décisions...

Des initiatives sont à l'œuvre. Je les soutiens. Il en faut d'autres, plus massives, plus visibles, encore plus unitaires.

- **Pour assurer le maillage ferroviaire du fret ;**
- **Pour que le pôle d'enseignement public supérieur du Havre se renforce avec un peu plus de public et un peu moins de privé ;**

- **Ou encore pour pousser à la création d'un Observatoire Santé Environnement sur notre territoire...**

Autant de sujets importants, je me permets de le souligner au passage, où le maire du Havre et président d'agglomération est bien trop absent et silencieux. Il a sûrement d'autres préoccupations en tête...

Et croyez bien que je le regrette car au-delà des divergences politiques, on aurait bien besoin de l'avoir des fois à nos côtés pour pousser.

**

Sur le plan économique, je reste mobilisé pour faire émerger, malgré visiblement la volonté du président de l'agglomération qui préfère la jouer solo, un pilotage collectif et en toute transparence de la transition écologique dans nos industries, associant les représentants des salariés, les élus locaux, les associations, les riverains.

Et bien entendu, je reste mobilisé pour défendre notre port, ses travailleurs, ses acteurs, ses filières.

**

Au sein de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, et bien au-delà, je poursuivrai résolument mon action en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, du droit international et de la paix.

C'est le seul chemin pour aboutir à une réelle sécurité durable, quand les guerres et l'asservissement de peuples entiers ou de minorités, ne cessent de fabriquer en chaîne de la souffrance et de la haine.

Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour les peuples palestiniens, kurdes à qui l'on refuse un État ou l'autodétermination garantie par l'ONU pour le peuple Sahraouis.

Respect du droit international, en commençant par exemple par appliquer à Israël les mêmes sanctions que celles que l'on inflige à la Russie.

Et la paix, avec l'arrêt des combats comme une priorité **absolue**, en Ukraine, à Gaza, au Liban ou encore au Soudan ou en République Démocratique du Congo.

Je salue l'accord de cessez-le-feu enfin obtenu à Gaza hier, j'ai une pensée émue pour les otages israéliens qui vont pouvoir retrouver leurs familles et les prisonniers palestiniens qui vont pouvoir en faire de même.

Mais j'ai une pensée émue et amère pour les 1.188 civils israéliens massacrés le 7 octobre 2023, ceux qui ont été capturés puis tués après, et pour les 64.000 gazaouis, hommes, femmes, enfants qui ne reverront quand à eux jamais leurs familles.

Que de temps et de vies sacrifiées délibérément, avant cet accord qui, dans son contenu, est le même que celui qui était sur la table des négociations en mai.

**

Les institutions internationales sont perfectibles, j'ai d'ailleurs été à l'initiative d'une mission d'information parlementaire consacrée à la réforme de l'ONU, mais elles sont irremplaçables depuis qu'elles ont été mises en place par les enseignements tirés de deux guerres mondiales.

La liste des conflits, que l'on pensait pour certains éternels, irréparables, et qui ont finalement trouvé une résolution grâce à l'action du droit international, est longue et édifiante.

A l'inverse, ceux pour lesquels les dirigeants impliqués ou leurs alliés continuent de rejeter le droit international pour n'en faire qu'à leur tête, n'en finissent pas de durer. C'est le cas au Proche-Orient ou au Sahara occidental.

J'aimerais que la France comme elle l'a fait de manière forte et constante pendant des décennies, soit au premier rang pour défendre le droit international et la paix. Alors qu'au contraire, elle participe désormais à la négation du Droit international en s'alignant sur la loi du plus fort.

Car Emmanuel Macron voit les choses autrement. Le droit international, la justice internationale, sont à géométrie variable selon le sujet.

La France ne reconnaît toujours pas officiellement l'État de Palestine et vient cet été d'officialiser la colonisation du Sahara occidental par le Maroc au mépris du droit international.

La France s'engage à appliquer l'ordonnance du Tribunal pénal international pour arrêter Poutine et probablement demain Assad, mais elle annonce que Netanyahu et son ancien ministre de la guerre visés également par un mandat d'arrêt international pour des crimes contre l'humanité, sont protégés par une mystérieuse immunité.

Deux poids deux mesures...

Et quand, à cette diplomatie incohérente s'ajoute des relents de colonialisme en réponse à une France Afrique qui entend enfin couper le cordon de l'infantilisme et de la ponction de ses richesses pour prendre son destin et ses ressources en main, on abouti à un discrédit généralisé de notre pays.

Et le président Macron en rajoute en déclarant : « On a oublié de nous dire merci ! »... Et puis quoi encore ?

- Jouant à la surenchère guerrière, en agitant l'envoi de troupes à l'est face à la Russie, alors même que de nombreuses voix, de chaque côté de la frontière russo-ukrainienne, s'élèvent, même chez les dirigeants, pour que cette guerre cesse et qu'un processus de paix soit enclenché.

C'est pas trop tôt ! C'est ce que, avec bien d'autres, je demande depuis le début de cette guerre !

- Repoussée d'Afrique sauf au Maroc, effacée au Proche-Orient, mais aussi marginalisé en Europe où notre influence a fortement régressé comme nous le constatons amèrement avec l'autorisation délivrée par la Commission Européenne contre l'avis de la France, de signer le traité de libre-échange MERCOSUR avec l'Amérique du Sud ;

Le bilan Macron est tout autant catastrophique sur le plan international.

Et désormais il va nous falloir affronter son « ami » américain qui revient avec des velléités impérialistes.

Un futur Président des États-Unis qui menace d'attaquer deux états souverains, le Danemark et Panama, c'est suffisamment grave pour ne pas se contenter de phrases creuses du genre « c'est pas bien », « ça ne se fait pas »...

Alors en effet, je pense que plus il y a de voix en France pour dire aux autres peuples, la France ce n'est pas que ça, ce n'est pas cela, plus nous faisons honneur à notre pays, à ses valeurs, à son histoire.

C'est ce que je m'efforce de contribuer à faire.

Et il y en a bien besoin.

Des peuples continuent d'être colonisés à travers le monde, et la France est aussi concernée, malgré la résolution 1514 de l'ONU qui impose de mettre fin à la colonisation et confirme le droit des peuples à l'autodétermination.

Autant de situations intolérables où la voix des Français, à défaut de celle de la France, doit peser pour exiger le respect du droit.

**Par les valeurs transmises,
Par nos relations à l'autre,
Par nos choix de vie,**

Soyons la paix...

Je vais organiser l'accueil à l'Assemblée Nationale la semaine prochaine, des récipiendaires du Prix Nobel de la Paix 2024. Voilà un message fort qui va enfin dans le bon sens... Beaucoup ont salué cette initiative que la CGT et le Mouvement de la Paix ont initiée.

Cette année nouvelle, comme tous les débuts d'année, est porteuse d'espoirs et de lumière.

Vous l'avez constaté comme moi, personne ne se souhaite une mauvaise année !

C'est le sens de la vie, l'essence de la vie : croire, malgré les difficultés, l'adversité, les nuages et les orages, en des lendemains meilleurs que le présent quotidien.

Croire et souhaiter une bonne année, c'est faire preuve d'empathie, de sympathie, de souci d'autrui.

Dans notre France qui échange en ce mois de janvier, autant de bons vœux, je ne peux croire qu'il n'existerait pas un chemin pour le bien et le bien commun.

Alors pour ne pas oublier tous ces bons vœux une fois passée la fin janvier,

**Par les valeurs transmises,
Par nos relations à l'autre,
Par nos choix de vie,**

Soyons généreux, soyons solidaires, soyons profondément humain.

Et ainsi, à mon tour, je vous souhaite à toutes et à tous, pour vous-même et pour vos proches, mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année !